



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Renseignements particuliers
du 2^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Août 2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	<p>LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2019-2020 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS; - LE NOMBRE DE POSTULANTS; - LA DATE; - LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON); - LE TAUX DE RÉUSSITE; - LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; - LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS. 	1
P.2	TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS PAR L'ÉTAT À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.	6
P.3	TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS EN 2018-2019.	7
P.4	ÉVOLUTION DES « COÛTS DE SYSTÈME » ANNUELS ESTIMÉS DEPUIS 2010.	8
P.5	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2019-2020, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	9
P.6	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2020, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	14
P.7	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2019-2020 ET LE NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.	15
P.8	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION POUR 2019-2020 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	16
P.9	<p>POUR 2019-2020 :</p> <p>A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.</p>	17
P.10	POUR 2019-2020, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS.	18
P.11	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2020, POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE RÉGIONAUX.	19

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 MARS 2020.

P.1 LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2019-2020 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :

- LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS;
- LE NOMBRE DE POSTULANTS;
- LA DATE;
- LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON);
- LE TAUX DE RÉUSSITE;
- LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;
- LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.

MINISTÈRE

IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS*	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN DROIT, CLASSE NOMINALE	N/A	3 197	PROCESSUS EN CONTINU DEPUIS LE 16 AVRIL 2019	RECRUTEMENT	54 %	TOUTES LES RÉGIONS, TOUS LES MO	2019-10-02 2019-11-26 2019-12-23 2020-02-03 2020-02-05 2020-02-20 2020-03-09 2020-03-19
GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE OU GREFFIER-AUDIENCIER, CLASSE NOMINALE	N/A	2 779	PROCESSUS EN CONTINU DEPUIS LE 15 AVRIL 2019	RECRUTEMENT	53 %	TOUTES LES RÉGIONS, MINISTÉRIEL	2019-07-08 2019-09-21 2019-11-29 2019-12-13 2020-01-31 2020-02-05
GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE OU GREFFIER-AUDIENCIER, CLASSE PRINCIPALE	N/A	386	15 AU 30 AVRIL 2019	RECRUTEMENT	66 %	TOUTES LES RÉGIONS, MINISTÉRIEL	2019-07-08
JURISTE TRADUCTEUR	N/A	85	18 JUIN AU 12 JUILLET 2019	RECRUTEMENT	64 %	CAPITALE-NATIONALE ET MONTRÉAL, TOUS LES M/O	2019-11-19
AVOCATE OU AVOCAT ET UNE OU UN NOTAIRE	N/A	1 172	16 AU 27 SEPTEMBRE 2019	RECRUTEMENT	77 %	TOUTES LES RÉGIONS, TOUS LES MO	2019-12-18
DIRECTRICE OU DIRECTEUR DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE, UNE OU UN CADRE, CLASSE 5	N/A	238	6 AU 17 MAI 2019	RECRUTEMENT	83 %	BAS-SAINT-LAURENT, CÔTE-NORD, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, TOUS LES M/O	2019-09-27

IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS*	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
UNE OU UN CADRE JURIDIQUE, CLASSE 1	N/A	102	9 AU 20 MARS 2020	RECRUTEMENT	LA SÉANCE D'EXAMENS N'A PAS ENCORE EU LIEU	CAPITALE-NATIONALE, MONTRÉAL, LAVAL, MONTÉRÉGIE, TOUS LES M/O	LA SÉANCE D'EXAMENS N'A PAS ENCORE EU LIEU

* IL EST À NOTER QUE LA NOTION DE CONCOURS N'EXISTE PLUS, IL S'AGIT MAINTENANT DE PROCESSUS DE QUALIFICATION. À LA SUITE D'UN PROCESSUS DE QUALIFICATION, LES NOMS DES PERSONNES AYANT RÉUSSI LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION SONT VERSÉS DANS UNE BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES. LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS N'EST DONC PAS DISPONIBLE, CAR LA BANQUE À UNE DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE ET ELLE EST RÉALIMENTÉE À CHAQUE PROCESSUS POUR DES BESOINS ACTUELS ET ÉVENTUELS.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CONCOURS	IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE*	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
INTERNE/EXTERNE	DIRECTRICE ADJOINTE OU DIRECTEUR ADJOINT	1	157	08-10-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE/EXTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	1	229	21-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
ÉTUDIANT	EMPLOI ÉTUDIANT	2	120	05-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	10-05-2019
ÉTUDIANT	EMPLOI ÉTUDIANT	1	2	10-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
STAGIAIRE	STAGIAIRE	2	27	05-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	01-05-2019
STAGIAIRE	STAGIAIRE	2	21	28-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	27-01-2020
EXTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	123	18-02-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	07-05-2019
EXTERNE	ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR	1	140	21-02-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	08-04-2019
EXTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	89	21-02-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	30-05-2019
INTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	1	1	26-02-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	15-03-2019
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	625	08-03-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	02-05-2019
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	1	14-03-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	24-04-2019
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	1	32	26-03-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	22-05-2019
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	2	25-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	30-05-2019
INTERNE	ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1	30-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	27-05-2019
INTERNE	ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR	1	5	30-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	05-07-2019

CONCOURS	IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE*	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
INTERNE	ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR	1	5	30-04-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	05-07-2019
EXTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	117	07-05-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	09-09-2019
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	4	10-05-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	27-06-2019
EXTERNE	ANALYSTE EN INFORMATIQUE	1	98	10-05-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER À L'ÉVALUATION	1	3	31-05-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	27-06-2019
EXTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	226	02-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	2	06-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	31-10-2019
INTERNE	ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1	06-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	06-09-2019
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	4	12-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	16-12-2019
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	6	12-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	439	12-08-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	6	06-09-2019	N/A	N/A	QUÉBEC	16-12-2019
INTERNE	AGENTE OU AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	1	2	10-09-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	31-10-2019
EXTERNE	SECRÉTAIRE	1	252	01-10-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	03-12-2019
INTERNE	ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	2	04-10-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	28-10-2019
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	601	31-10-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	12-02-2020
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	601	31-10-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	12-02-2020
EXTERNE	CHERCHEURE OU CHERCHEUR	1	122	04-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	02-03-2020
INTERNE	ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR	1	4	11-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	05-12-2019
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	2	2	11-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	11-12-2019
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	4	11-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	27-01-2020
EXTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	114	27-11-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	12-02-2020
EXTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	117	16-12-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	3	16-12-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	11-02-2020
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	481	16-12-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	481	16-12-2019	N/A	N/A	MONTRÉAL	08-06-2020
INTERNE	COORDONNATRICE OU COORDONNATEUR	1	7	23-01-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	11-03-2020
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	4	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	20-03-2020
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	9	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	20-03-2020

CONCOURS	IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE*	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	4	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	07-05-2020
INTERNE	COORDONNATRICE OU COORDONNATEUR	1	3	04-02-2020	N/A	N/A	LAURENTIDES	08-06-2020
EXTERNE	CHERCHEURE OU CHERCHEUR	1	170	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	NA
INTERNE	AGENTE OU AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	2	3	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	20-05-2020
INTERNE	AGENTE OU AGENT D'INFORMATION	1	1	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	19-03-2020
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	20-05-2020
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	4	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	06-05-2020
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	481	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	08-06-2020
INTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	1	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	18-03-2020
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	332	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A
INTERNE	MÉDIATRICE OU MÉDIATEUR	1	6	04-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	08-06-2020
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	5	05-02-2020	N/A	N/A	MONTRÉAL	06-05-2020
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	6	05-02-2020	N/A	N/A	QUÉBEC	06-05-2020
EXTERNE	AGENTE OU AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	1	180	24-02-2020	N/A	N/A	QUÉBEC	N/A

* NON SOUMIS AUX RÈGLES DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NON APPLICABLE

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NON APPLICABLE

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A PROCÉDÉ À DEUX PROCESSUS DE QUALIFICATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.

PQ-2019 :

- NOMBRE DE POSTES OFFERTS : CONSTITUER UNE BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES À LA FONCTION DE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
- PÉRIODE D’AFFICHAGE : DU 1^{ER} FÉVRIER 2019 AU 15 MARS 2019
- NOMBRE DE POSTULANTS : 220 CANDIDATURES REÇUES POUR L’ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC
- NOMBRE DE POSTULANTS AYANT PARTICIPÉ AUX EXAMENS : 158 CANDIDATS
- DATES DES EXAMENS ÉCRITS : 27 AVRIL 2019 POUR MONTRÉAL ET 4 MAI 2019 POUR QUÉBEC
- NATURE : PROCESSUS S’ADRESSANT À TOUTE PERSONNE RÉPONDANT AUX CONDITIONS MINIMALES D’ADMISSION

- TAUX DE RÉUSSITE AUX EXAMENS : **44,94 %** DES CANDIDATS AYANT PARTICIPÉ AUX EXAMENS ONT VU LEUR CANDIDATURE DÉPOSÉE DANS LA BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES
- RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE : VISE À POURVOIR DES POSTES DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC
- RÉSULTATS COMMUNIQUÉS AUX CANDIDATS : **18 JUIN 2019**

PQ-2019/RN (DONT LES EXAMENS ONT EU LIEU À ROUYN-NORANDA)

- NOMBRE DE POSTES OFFERTS : CONSTITUER UNE BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES À LA FONCTION DE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
- PÉRIODE D’AFFICHAGE : DU **9 AU 27 SEPTEMBRE 2019**
- NOMBRE DE POSTULANTS : **32 CANDIDATURES REÇUES**
- NOMBRE DE POSTULANTS AYANT PARTICIPÉ AUX EXAMENS : **18 CANDIDATS**
- DATE DE L’EXAMEN ÉCRIT : **19 OCTOBRE 2019 À ROUYN-NORANDA**
- NATURE : PROCESSUS S’ADRESSANT À TOUTE PERSONNE RÉPONDANT AUX CONDITIONS MINIMALES D’ADMISSION
- TAUX DE RÉUSSITE AUX EXAMENS : **44,44 %** DES CANDIDATS AYANT PARTICIPÉ AUX EXAMENS ONT VU LEUR CANDIDATURE DÉPOSÉE DANS LA BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES
- RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE : VISE PRINCIPALEMENT À POURVOIR DES POSTES AU BUREAU DU NORD-DU-QUÉBEC POUR LES POINTS DE SERVICE DE VAL-D’OR, ROUYN-NORANDA, AMOS ET KUJUAQ
- RÉSULTATS COMMUNIQUÉS AUX CANDIDATS : **16 DÉCEMBRE 2019**

ÉGALEMENT, AU COURS DE CETTE PÉRIODE, LE DPCP A PROCÉDÉ À **26** PROCESSUS DE QUALIFICATION, DITS RÉSERVÉS, PERMETTANT LA QUALIFICATION DE CANDIDATS STAGIAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC AYANT RÉUSSI LEUR STAGE AU SEIN DE NOTRE ORGANISME OU LA QUALIFICATION DE CANDIDATS QUI POSSÈDENT UN PROFIL RECHERCHÉ, ET CE, POUR L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

NON APPLICABLE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN

P.2 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS PAR L'ÉTAT À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.

MINISTÈRE

À TITRE DE PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ), LA MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGE ET INTÉRÊTS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2019-2020, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A EU À VERSER LA SOMME DE 31 000 \$ À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LA PGQ.

P.3 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS EN 2019-2020.

MINISTÈRE

À TITRE DE PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ), LA MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2019-2020, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC N'A EU À VERSER AUCUNE SOMME À TITRE DE DOMMAGES DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LA PGQ.

P.4 ÉVOLUTION DES « COÛTS DE SYSTÈME » ANNUELS ESTIMÉS DEPUIS 2010.

LA DÉPENSE PROBABLE 2019-2020 DU PORTEFEUILLE « JUSTICE » AINSI QUE LE BUDGET DE DÉPENSES 2020-2021 SONT PRÉSENTÉS DANS LE DOCUMENT BUDGÉTAIRE « PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES » (VOLUME 2).

P.5 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2019-2020, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

EN GÉNÉRAL, LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA) EST ÉLEVÉ ET IL AMÉLIORE DE FAÇON CONSTANTE SES RÉSULTATS :

- LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EN 2019-2020 EST DE 99 %. IL ÉTAIT DE 95 % EN 2018-2019;
- ANNUELLEMENT, LE BIA PERÇOIT PLUS DE 200 M\$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

LE PERCEPTEUR DES AMENDES, LORS DE L'EXPIRATION DES DÉLAIS DE PAIEMENT, MET EN ŒUVRE LES MOYENS D'EXÉCUTION ÉNUMÉRÉS AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CES MOYENS COMPRENNENT NOTAMMENT LES ENTENTES DE PAIEMENT, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES ET LES SAISIES.

FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

LE BIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LES SOMMES RECOUVRÉES SONT ENVOYÉES AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (FCR). LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE UNIQUEMENT CES COMPTES À RECEVOIR.

AUTRES BÉNÉFICIAIRES

LE BIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LE PRODUIT EST ENVOYÉ À DIFFÉRENTS BÉNÉFICIAIRES, DONT DES MUNICIPALITÉS, DES ORDRES PROFESSIONNELS, LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LE FONDS VERT, L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, DES COMITÉS PARITAIRES, ETC. COMME CES AUTRES BÉNÉFICIAIRES NE RELÈVENT PAS DU MINISTÈRE, LEURS COMPTES À RECEVOIR NE SONT PAS INCLUS DANS LE TABLEAU SUIVANT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 199 M\$.

GOVERNEMENT FÉDÉRAL ET INDEMNITÉS

LE BIA OFFRE DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET D'ENCAISSEMENT POUR DEUX TYPES DE COMPTES À RECEVOIR, SOIT :

- LES COMPTES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL TEL QUE PRÉVU DANS L'ENTENTE CANADA/QUÉBEC RELATIVE À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CRIMINELLE. CES COMPTES À RECEVOIR PROVIENNENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA;
- LES COMPTES À RECEVOIR POUR L'INDEMNISATION ACCORDÉE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DANS LE CADRE D'UNE ORDONNANCE DE DÉDOMMAGEMENT (ART.738 C.CR.), DE PROBATION OU D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS.

TOUTEFOIS, CES COMPTES À RECEVOIR NE SONT PAS INCLUS DANS LE TABLEAU DESSOUS, CAR LE BIA N'EFFECTUE AUCUN TRAVAIL DE PERCEPTION SUR CES DERNIERS. LES COMPTES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT INCLUS DANS LE SYSTÈME DE GESTION DES INFRACTIONS ET DE PERCEPTION DES AMENDES (SGIPA) POUR LES AIDER À FAIRE LEUR SUIVI COMPTABLE ET LEUR DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES. EN CE QUI CONCERNE LES INDEMNITÉS, OUTRE L'ENCAISSEMENT ET LA DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES, LEUR INCLUSION AU SGIPA PERMET AU GREFFE D'ASSURER UN SUIVI AUPRÈS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN CAS DE DÉFAUT DE PAIEMENT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 542 M\$.

PROVISIONS

SEULES LES PROVISIONS QUI CONCERNENT LES COMPTES À RECEVOIR APPARTENANT AU FONDS GÉNÉRAL DU FCR SONT PRÉSENTÉES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET CHAQUE AUTRE BÉNÉFICIAIRE SONT RESPONSABLES DE CALCULER LEURS PROPRES PROVISIONS.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

- LES COMPTES À RECEVOIR ACTIFS AU SGIPA SONT PROVISIONNÉS SELON DIFFÉRENTS TAUX EN FONCTION DE L'ÂGE DES COMPTES.

PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR)

- À LA SUITE D'UNE ANALYSE CAS PAR CAS, LES PPNRR SONT CALCULÉES SUR TOUS LES IMPLIQUÉS DONT LA SOMME DES COMPTES À RECEVOIR EST DE PLUS DE 50 K\$;
- CES COMPTES SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

B.I.A. (FCR) - Comptes à recevoir					
CLASSIFICATION					
ÂGE DES CRÉANCES	DÉBITEURS		TOTAL	PROVISIONS	TOTAL NET
	ACTIFS SGIPA	ASSUJETTIS À LA PPNRR			
FRAIS JUDICIAIRES					
Courants	13 054 665,55	1 011 452,73	14 066 118,28	0,00	14 066 118,28
+ 1 AN	7 891 930,08	1 423 268,16	9 315 198,24	0,00	9 315 198,24
+ 2 ANS	5 698 850,98	1 972 288,30	7 671 139,28	2 564 482,94	5 106 656,34
+ 3 ANS	4 170 279,48	703 705,45	4 873 984,93	2 085 139,74	2 788 845,19
+ 4 ANS	15 857 288,76	2 103 516,08	17 960 804,84	7 928 644,38	10 032 160,46
PPNRR		-	-	7 214 230,72	(7 214 230,72)
	46 673 014,85	7 214 230,72	53 887 245,57	19 792 497,78	34 094 747,79
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE					
Courants	10 427 145,19	0,00	10 427 145,19	0,00	10 427 145,19
+ 1 AN	3 905 545,02	0,00	3 905 545,02	0,00	3 905 545,02
+ 2 ANS	2 328 526,94	0,00	2 328 526,94	1 047 837,12	1 280 689,82
+ 3 ANS	2 020 125,63	0,00	2 020 125,63	1 010 062,82	1 010 062,82
+ 4 ANS	9 881 722,38	0,00	9 881 722,38	4 940 861,19	4 940 861,19
	28 563 065,16	0,00	28 563 065,16	6 998 761,13	21 564 304,03
CODE CRIMINEL					
Courants	9 384 701,69	934 861,98	10 319 563,67	0,00	10 319 563,67
+ 1 AN	5 847 530,66	0,00	5 847 530,66	0,00	5 847 530,66
+ 2 ANS	5 339 014,30	371 397,57	5 710 411,87	2 402 556,44	3 307 855,44
+ 3 ANS	3 540 211,78	0,00	3 540 211,78	1 770 105,89	1 770 105,89
+ 4 ANS	11 460 501,33	300 000,00	11 760 501,33	8 877 890,39	2 882 610,94
PPNRR	-	-	-	1 606 259,55	(1 606 259,55)
	35 571 959,76	1 606 259,55	37 178 219,31	14 656 812,27	22 521 407,05
DIVERSES LOIS					
Courants	21 062 081,41	43 994 083,37	65 056 164,78	0,00	65 056 164,78
+ 1 AN	21 812 408,00	56 780 132,72	78 592 540,72	0,00	78 592 540,72
+ 2 ANS	18 500 622,25	50 792 007,23	69 292 629,48	8 325 280,01	60 967 349,47
+ 3 ANS	10 513 685,98	20 116 063,68	30 629 749,66	5 256 842,99	25 372 906,67
+ 4 ANS	48 461 838,15	117 719 978,67	166 181 816,82	24 230 919,08	141 950 897,75
PPNRR	-	-	-	289 402 265,67	(289 402 265,67)
	120 350 635,79	289 402 265,67	409 752 901,46	327 215 307,75	82 537 593,71
CONTRIBUTION 10 \$					
Courants	4 020,00	159 472,27	163 492,27	0,00	163 492,27
+ 1 AN	30 942,00	9 172,00	40 114,00	0,00	40 114,00
+ 2 ANS	47 073,36	7 864,00	54 937,36	21 183,01	33 754,35
+ 3 ANS	112 507,50	1 720,00	114 227,50	56 253,75	57 973,75
+ 4 ANS	682 415,79	6 210,00	688 625,79	341 207,90	347 417,90
PPNRR	-	-	-	184 438,27	(184 438,27)
	876 958,65	184 438,27	1 061 396,92	603 082,93	458 313,99
CONTRIBUTION PÉNALE					
Courants	6 919 147,64	6 138 453,00	13 057 600,64	0,00	13 057 600,64
+ 1 AN	4 458 893,07	5 588 279,56	10 047 172,63	0,00	10 047 172,63
+ 2 ANS	1 557 914,20	915 280,00	2 473 194,20	701 061,39	1 772 132,81
+ 3 ANS	314 744,37	10 232,00	324 976,37	157 372,19	167 604,19
+ 4 ANS	25 813,39	-	25 813,39	12 906,70	12 906,70
PPNRR	-	-	-	12 652 244,56	(12 652 244,56)
	13 276 512,67	12 652 244,56	25 928 757,23	13 523 584,83	12 405 172,40
SOMMAIRE					
Courants	60 851 761,48	52 238 323,35	113 090 084,83	0,00	113 090 084,83
+ 1 AN	43 947 248,83	63 800 852,44	107 748 101,27	0,00	107 748 101,27
+ 2 ANS	33 472 002,03	54 058 837,10	87 530 839,13	15 062 400,91	72 468 438,22
+ 3 ANS	20 671 554,74	20 831 721,13	41 503 275,87	10 335 777,37	31 167 498,50
+ 4 ANS	86 369 579,80	120 129 704,75	206 499 284,55	46 332 429,63	160 166 854,93
PPNRR				311 059 438,77	(311 059 438,77)
	245 312 146,88	311 059 438,77	556 371 585,65	382 790 046,68	173 581 538,97

- (1) LES COMPTES ACTIFS INCLUENT LES CRÉANCES DE PLUS DE 50 K\$ QUI SONT NON ASSUJETTIES À LA PPNRR AINSI QUE LES CRÉANCES DE MOINS DE 50 K\$.
- (2) LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (71,7 M\$) ET LA PPNRR (311,1 M\$). ELLES SONT CALCULÉES AU 31 MARS 2020.

FONDS ACCÈS JUSTICE

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS ACCÈS JUSTICE SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS).

Comptes à recevoir FAJ				
Classification / Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total
ACTES JURIDIQUES				
Courants	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
PPNRR	-	-	-	-
	0,00	0,00	0,00	0,00
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE				
Courants	600 735,00	0,00	0,00	600 735,00
+ 1 AN	163 325,24	0,00	0,00	163 325,24
+ 2 ANS	90 201,98	0,00	0,00	90 201,98
+ 3 ANS	73 966,57	0,00	0,00	73 966,57
+ 4 ANS	82 543,78	0,00	0,00	82 543,78
	1 010 772,57	0,00	0,00	1 010 772,57
CODE CRIMINEL				
Courants	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00
PPNRR	-	-	-	-
	0,00	0,00	0,00	0,00
DIVERSES LOIS				
Courants	143 335,50	0,00	63 973,00	207 308,50
+ 1 AN	115 949,00	0,00	5 724,00	121 673,00
+ 2 ANS	71 737,03	0,00	1 460,00	73 197,03
+ 3 ANS	28 552,49	0,00	440,00	28 992,49
+ 4 ANS	28 588,79	0,00	312,00	28 900,79
PPNRR	-	-	-	-
	388 162,81	0,00	71 909,00	460 071,81
SOMMAIRE				
Courants	744 070,50	0,00	63 973,00	808 043,50
+ 1 AN	279 274,24	0,00	5 724,00	284 998,24
+ 2 ANS	161 939,01	0,00	1 460,00	163 399,01
+ 3 ANS	102 519,06	0,00	440,00	102 959,06
+ 4 ANS	111 132,57	0,00	312,00	111 444,57
PPNRR	-	-	-	-
	1 398 935,38	0,00	71 909,00	1 470 844,38

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS).

Comptes à recevoir FAVAC					
Classification / Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Total	Provision	Total net
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE					
Courants	748 802,71	0,00	748 802,71	0,00	748 802,71
+ 1 AN	202 910,38	0,00	202 910,38	0,00	202 910,38
+ 2 ANS	104 230,05	0,00	104 230,05	46 903,52	57 326,53
+ 3 ANS	66 998,17	0,00	66 998,17	33 499,09	33 499,08
+ 4 ANS	7 743,00	0,00	7 743,00	3 871,50	3 871,50
	1 130 684,31	0,00	1 130 684,31	84 274,11	1 046 410,20
CODE CRIMINEL					
Courants	683 783,21	0,00	683 783,21	23 437,50	660 345,71
+ 1 AN	8 236 292,33	0,00	8 236 292,33	200,00	8 236 092,33
+ 2 ANS	9 035 511,10	0,00	9 035 511,10	4 065 980,00	4 969 531,10
+ 3 ANS	6 781 573,40	0,00	6 781 573,40	3 390 786,70	3 390 786,70
+ 4 ANS	8 876 470,98	0,00	8 876 470,98	4 460 735,49	4 415 735,49
+ 8 ANS	108 067,07	0,00	108 067,07	108 067,07	0,00
	33 721 698,09	0,00	33 721 698,09	12 049 206,76	21 672 491,33
DIVERSES LOIS					
Courants	210 711,00	0,00	210 711,00	2 530,00	208 181,00
+ 1 AN	969 369,82	0,00	969 369,82	3 040,00	966 329,82
+ 2 ANS	1 011 276,53	0,00	1 011 276,53	455 376,94	555 899,59
+ 3 ANS	606 976,65	0,00	606 976,65	303 493,33	303 483,32
+ 4 ANS	840 567,87	0,00	840 567,87	420 283,93	420 283,94
	3 638 901,87	0,00	3 638 901,87	1 184 724,20	2 454 177,67
SOMMAIRE					
Courants	1 643 296,92	0,00	1 643 296,92	25 967,50	1 617 329,42
+ 1 AN	9 408 572,53	0,00	9 408 572,53	3 240,00	9 405 332,53
+ 2 ANS	10 151 017,68	0,00	10 151 017,68	4 568 260,46	5 582 757,22
+ 3 ANS	7 455 548,22	0,00	7 455 548,22	3 727 779,12	3 727 769,10
+ 4 ANS	9 724 781,85	0,00	9 724 781,85	4 884 890,92	4 839 890,93
+ 8 ANS	108 067,07	0,00	108 067,07	108 067,07	0,00
	38 491 284,27	0,00	38 491 284,27	13 318 205,07	25 173 079,20

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1.	CRÉANCES À RECEVOIR :	MARS 2020
	VOLET CONTRIBUTIF	700 927 \$
	RECouvreMENT DES COûTS	893 366 \$
	TOTAL	1 594 293 \$
2.	PROCÉDURE DE RECouvreMENT :	
	RÉCLAMATIONS ÉCRITES, RELANCES TÉLÉPHONIQUES, DEUXIÈME ENVOI ÉCRIT (MISE EN DEMEURE).	

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE DES DÉBITEURS	2019-2020
MOINS DE 30 JOURS SUIVANTS LA DATE DE FACTURATION	1 860 079 \$
DE 31 JOURS À 60 JOURS SUIVANTS LA DATE DE FACTURATION	202 530 \$
DE 61 JOURS À 90 JOURS SUIVANTS LA DATE DE FACTURATION	126 877 \$
PLUS DE 90 JOURS SUIVANTS LA DATE DE FACTURATION	132 936 \$
Sous-TOTAL	2 322 422 \$
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	(85 567) \$
TOTAL	2239 855 \$

MOYEN DE RECouvreMENT : COLLECTION TÉLÉPHONIQUE MENSUELLE DES DÉBITEURS DE PLUS DE 60 JOURS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.6 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2020, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDiquANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES — PAR RÉGION AU 31 MARS 2020							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS*	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5			1	1	12
ESTRIE	7	11			2	1	21
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	22	20	3	25-06-2019 02-12-2019 21-02-2020	11	1	54
MAURICIE-BOIS-FRANCS	10	3			2	0	15
OUTAOUAIS	9	6			2	0	17
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	6	4			2	1	13
MONTRÉAL	44	48	3	05-06-2019 31-08-2019 18-11-2019	8	11	111
MONTÉRÉGIE	23	18			9	3	53
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	23	18	1	01-02-2020	8	2	51
BAS-SAINT-LAURENT-CÔTE-NORD-IDLM	7	10			2	0	19
TOTAL	156	143	7		47	20	366

*LES POSTES VACANTS FONT L’OBJET DE CONCOURS.

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2020 : 4 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2020

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	23	38	61
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	46	41	87
CHAMBRE CIVILE	31	26	57
JURIDICTION MIXTE	55	38	93
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES		1	1
TOTAL	156	143	299

P.7 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2019-2020 ET LE NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2019-2020 (1^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2019)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	99

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2019-2020

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	99
• NON FONDÉES	72
• RETENUES POUR EXAMEN	32
• RETENUES POUR ENQUÊTE	4
• EN COURS D'ÉTUDE	27

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE (4) ÉTAIENT AU 31 DÉCEMBRE, EN COURS D'ÉTUDE.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2019-2020
UN.

P.8 **CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION POUR 2019-2020 :**

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1	0	0,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	2	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
ESTRIE	76	59	77,6 %	15	19,7 %	2	2,6 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	14	6	42,9 %	8	57,1%	0	0,0 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	22	14	63,6 %	8	36,4 %	0	0,0 %
MONTRÉAL	11 320	10 176	89,9 %	1 024	9,0 %	120	1,1 %
OUTAOUAIS	80	67	83,8 %	13	16,3 %	0	0,0 %
QUÉBEC	61	43	70,5 %	17	27,9 %	1	1,6 %
RIVE-SUD	24	20	83,3 %	4	16,7 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2	2	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	11 604	10 391	89,5 %	1 090	9,4 %	123	1,1 %

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUE)

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0,0 %	2	100,0 %	2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	0	0,0 %	0	0,0 %	0
CÔTE-NORD	0	0,0 %	2	100,0 %	2
ESTRIE	4	6,8 %	55	93,2 %	59
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1	16,7 %	5	83,3 %	6
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8	57,1 %	6	42,9 %	14
MONTRÉAL	2 429	23,9 %	7 747	76,1 %	10 176
OUTAOUAIS	1	1,5 %	66	98,5 %	67
QUÉBEC	1	2,3 %	42	97,0 %	43
RIVE-SUD	2	10,0 %	18	90,0 %	20
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2	100,0 %	0	0,0 %	2
TOTAL	2 448	23,6 %	7 943	76,4 %	10 391

D. Coût moyen

LE Coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 EST DE 612 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

P.9 POUR 2019-2020 :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. EN 2019-2020, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- C. 15 500 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- D. 7 831 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- E. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020, EST DE 3 062. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2. CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3. LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4. LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6. LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	33 568	33,4%	66 968	66,6%	100 536
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	89 255	72,5%	33 839	27,5%	123 094
CÔTE-NORD	40 719	91,6%	3 731	8,4%	44 450
ESTRIE	155 057	90,4%	16 515	9,6%	171 572
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	165 523	92,9%	12 651	7,1%	178 174
MAURICIE-BOIS-FRANCS	168 561	91,6%	15 494	8,4%	184 055
MONTRÉAL	1 130 891	94,2%	70 223	5,8%	1 201 114
OUTAOUAIS	209 460	95,8%	9 206	4,2%	218 666
QUÉBEC	136 535	64,5%	75 180	35,5%	211 715
RIVE-SUD	280 528	93,9%	18 215	6,1%	298 743
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	42 667	81,9%	9 429	18,1%	52 096
TOTAL	2 451 764	88,1 %	331 451	11,9%	2 784 215

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	45 109	47,1%	50 734	52,9%	95 843
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 688	72,2%	16 447	27,8%	59 135
CÔTE-NORD	11 973	31,1%	26 506	68,9%	38 479
ESTRIE	122 257	79,0%	32 491	21,0%	154 748
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	290 232	53,3%	254 167	46,7%	544 399
MAURICIE-BOIS-FRANCS	115 874	85,5%	19 601	14,5%	135 475
MONTRÉAL	1 194 632	73,0%	442 965	27,0%	1 637 597
OUTAOUAIS	32 436	56,6%	24 893	43,4%	57 329
QUÉBEC	130 565	41,7%	182 318	58,3%	312 883
RIVE-SUD	304 458	77,4%	89 142	22,6%	393 600
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	40 252	90,7%	4 133	9,3%	44 385
TOTAL	2 330 476	67,1 %	1 143 397	32,9 %	3 473 873

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2020, POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2020

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI – TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6	0,5	9,1
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D’OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	5,0	4,0		9,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	18,0	21,2	0,5	39,7
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	5,0	4,0		9,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	11,0	12,5	0,5	24,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8,0	15,0		23,0
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9,0	7,5	0,5	17,0
	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	17,1	1,0	33,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
STE-THÉRÈSE	2,0	3,6		5,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
	37,0	48,1	2,0	87,1

MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES (1350 ROYALE)	10,0	11,5	1,0	22,5
SHAWINIGAN	5,0	5,0	0,5	10,5
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	6,0	8,0		14,0
VICTORIAVILLE	4,0	5,5		9,5
ADMINISTRATION	1,0	4,0		5,0
	27,0	35,0	1,5	63,5

MONTRÉAL				
LAVAL	13,0	13,0	0,5	26,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	13,0	9,0		22,0
DIVISION CRIMINELLE	26,0	30,0	2,0	58,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	7,0	9,0	0,5	16,5
CÔTE-DES-NEIGES	6,0	8,0	0,5	14,5
CRÉMAZIE	7,0	9,0	0,5	16,5
SUD-OUEST	8,0	10,0	0,5	18,5
ADMINISTRATION	3,0	22,0		25,0
IMMIGRATION	9,0	14,0		23,0
POINTE-ST-CHARLES	3,0	5,0	0,5	8,5
SANTÉ MENTALE	4,0	3,0		7,0
SERVICE DE GARDE	7,0	1,0		8,0
	121,0	152,0	6,0	279,0

OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	9,0	14,0		23,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL’S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	7,0	7,0	0,5	14,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELIN	0,2			0,2
	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	5,0	8,0		13,0
LA MALBAIE	1,0	1,4		2,4
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC – SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC – SECTION CRIMINELLE	10,0	12,6	1,0	23,6
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	2,0	5,0		7,0
	40,0	51,0	2,0	93,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0		6,0
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9,0	12,5	1,0	22,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
ST-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0	0,5	21,5
	50,0	57,5	1,5	109,0
SAGUENAY LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	7,0		13,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
ADMINISTRATION	1,0	3,0		4,0
	17,0	24,0	0,0	41,0
COMMISSION	13,0	47,0		60,0
TOTAL DES EFFECTIFS	407,0	545,3	17,0	969,3